



Note d'orientation

Réussir les transitions : changement climatique et emploi

Octobre 2020



A powerful
and balanced
voice for business



Table des matières

Contexte	3
Gouvernance internationale	4
Faits et chiffres	6
Coûts et investissement	10
Incidences sur l'emploi.....	12
Un environnement favorable	14
Cadres de transition juste.....	19
Actions en cours	22

Le présent document d'orientation décrit les principaux défis et possibilités dans le domaine de l'emploi et des politiques sociales dans le contexte de l'action menée contre les changements climatiques. Il vise principalement à informer les membres de l'évolution des discussions sur les politiques liées aux changements climatiques et de leurs répercussions sur l'emploi, ainsi qu'à fournir des informations de contexte et une analyse sur le lien étroit entre l'emploi et les changements climatiques. Dans le contexte de la pandémie mondiale de Covid-19 et de ses effets économiques, l'incertitude liée à l'emploi, aux changements climatiques et aux réponses politiques qui y sont apportées est plus importante et les perspectives d'emploi à l'échelle mondiale ont changé. Le présent document fait le point sur cette nouvelle situation à laquelle les parties prenantes sont confrontées. Il vient compléter le document de position de l'OIE sur l'emploi et les changements climatiques et étaye les positions qui y sont présentées.

Contexte

Le virus du Covid-19 est rapidement devenu un problème mondial d'une ampleur et d'une urgence sans précédent. L'une des principales armes à la disposition des pays pour lutter contre les pandémies est la quarantaine et la distanciation physique, qui empêchent les maladies de se propager trop rapidement par rapport aux capacités des systèmes de santé. Les mesures de confinement ont des effets divers, étant donné qu'elles ont un impact direct sur le fonctionnement habituel de notre système économique, mais de manière générale, les impacts sur l'économie et l'emploi sont très négatifs et inquiétants. En vue de limiter les dégâts pour l'économie, de soutenir les populations vulnérables et les entreprises, et de préserver les emplois et les moyens de subsistance, les gouvernements mettent en place d'ambitieux mécanismes de relance et de coûteuses mesures de sauvetage. Au-delà des effets économiques et sociaux directs, dans quelle mesure la situation actuelle affecte-t-elle la politique climatique et comment cette politique pourrait-elle être adaptée à la lumière des enseignements tirés ? Bien que la pandémie de Covid-19 offre un éclairage intéressant sur les réponses d'urgence et les changements économiques rapides, ainsi que des enseignements sur la gestion de l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, les deux problématiques présentent également de nombreuses caractéristiques différentes et ne devraient pas être traitées de la même manière. La réponse mondiale aux changements climatiques ne devrait pas se calquer sur la réponse apportée à la pandémie. Il convient plutôt d'en retirer les éléments utiles et de les adapter. Selon une analyse réalisée par McKinsey, "il est essentiel de tout d'abord comprendre les similitudes, les différences et les relations plus larges entre la pandémie et le risque climatique pour pouvoir en tirer des enseignements pratiques qui éclaireront nos actions"¹.

À la fin du mois d'avril, 212 pays, territoires ou régions avaient signalé des cas confirmés de Covid-19. Selon l'ONU, la production et l'activité manufacturière mondiales ont enregistré une baisse en glissement annuel de 9 %, et d'après les projections, la valeur du commerce mondial de marchandises chutera de près de 27 % au deuxième trimestre de 2020, ce qui représente la baisse la plus importante des prix des produits de base jamais enregistrée (-20,4 % entre février et mars 2020²). Selon le modèle de prévision du BIT, les heures de travail dans le monde ont diminué au premier trimestre de 2020 d'environ 4,5 %, ce qui équivaut à environ 130 millions d'emplois à plein temps par rapport à la situation d'avant la crise (quatrième trimestre 2019), tandis qu'au deuxième trimestre de 2020, le total des heures de travail dans le monde devrait être de 10,5 % inférieur à celui du trimestre précédant la crise. Cela équivaut à 305 millions d'emplois à plein temps³. Il est évident que les impacts de cette situation sur les entreprises sont considérables⁴. D'autres analyses et des données supplémentaires sont disponibles sur les sites web de l'[OIE](#) et de l'[OIT](#).

La question de savoir s'il est judicieux de s'attaquer aux changements climatiques et au Covid-19 au moyen de politiques intégrées fait débat⁵. Il semble toutefois justifié de chercher des synergies et de concevoir - lorsque cela est possible et intéressant du point de vue des coûts - des mesures intégrées pour le climat et le relèvement de la pandémie. Bien qu'elles soient de nature différente et exercent une pression supplémentaire importante, des parallèles peuvent être tracés entre la pandémie et les changements climatiques, et pour relever ces deux défis, il convient d'investir dans une économie plus propre et plus résiliente. Il n'est pas aisé de trouver une formule sobre en carbone pour une relance à forte croissance, mais si les politiques sont bien conçues, les objectifs

¹ McKinsey, 2020, "[Addressing climate change in a post-pandemic world](#)"

² Comité de coordination des activités de statistique, 2020, "[How COVID-19 is changing the world: a statistical perspective](#)"

³ OIT, 2020, "[Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. Troisième édition](#)"

⁴ McKinsey, 2020, "[COVID-19: Implications for business](#)"

⁵ Financial Times, 2020, "[Can we tackle both climate change and Covid-19 recovery?](#)"

environnementaux peuvent aller de pair avec la relance économique et la croissance⁶ et ⁷. Au travers de réglementations intelligentes et d'une approche concrète pour l'intégration des objectifs climatiques et environnementaux dans la réflexion sur les mesures de relance liées au Covid-19 lorsque cela s'avère pertinent, sans pour autant revenir sur les mesures environnementales existantes, et en combinant des mesures de relance économique à des améliorations environnementales, les formules de relance des gouvernements pourraient véritablement faire la différence⁸. Les gouvernements jouent un rôle clé - en veillant à ce que les populations et les entreprises vulnérables soient protégées et prospèrent - mais des solutions dynamiques et innovantes peuvent également venir de l'entrepreneuriat et des entreprises⁹, en particulier des petites entreprises, pour autant qu'elles évoluent dans un environnement favorable¹⁰. Il s'agit d'un moment décisif, qui aura des répercussions à long terme sur les entreprises¹¹ et la société au sens large.

Gouvernance internationale

En dépit de la crise actuelle causée par le Covid-19, les priorités climatiques n'ont jamais occupé une place aussi prépondérante dans les débats internationaux, et la gouvernance dans ce domaine n'a de cesse de se développer et de se complexifier. La [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques \(CCNUCC\)](#) est le cadre international pour l'action climatique. Elle a pour objectif de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre à un niveau qui permettrait de prévenir des effets dangereux sur le climat, selon un calendrier propice à un développement durable. La [Conférence des Parties \(COP\)](#) est l'organe de décision suprême de cette convention. Elle se réunit chaque année depuis sa première réunion à Berlin en 1995. Toutes les Parties à cette convention sont représentées à la COP et se réunissent pour examiner la mise en application de la Convention et de tout autre instrument juridique adopté par la COP, ainsi que pour décider de dispositions institutionnelles et administratives et de moyens de mise en œuvre efficaces. La COP a pour tâche principale d'examiner les communications nationales et les inventaires des émissions soumis par les Parties (les [contributions déterminées au niveau national ou CDN](#)). La CCNUCC se fonde sur des analyses et des études réalisées par le [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#), un organisme de l'ONU créé en 1988, dont la mission est de fournir des informations scientifiques objectives permettant de comprendre les risques et les effets des changements climatiques. Le GIEC rédige un rapport d'évaluation global annuel contenant des informations de référence, qui sont ensuite utilisées pour formuler les politiques climatiques (ces rapports peuvent être consultés *en anglais* [ici](#)).

⁶ MIT Sloan Management Review, 2020, "[COVID-19, Climate Change, and the Forces Shaping Our Future](#)"

⁷ McKinsey, 2020, "[How a post-pandemic stimulus can both create jobs and help the climate](#)"

⁸ OCDE, 2020, "[From containment to recovery: Environmental responses to the COVID-19 pandemic](#)"

⁹ OIT, 2019, "[Growing Green - Fostering A Green Entrepreneurial Ecosystem For Youth](#)"

¹⁰ Jeffrey York, 2020, "[COVID-19 is a dress rehearsal for entrepreneurial approaches to climate change](#)"

¹¹ McKinsey, 2020, "[Demonstrating corporate purpose in the time of coronavirus](#)"

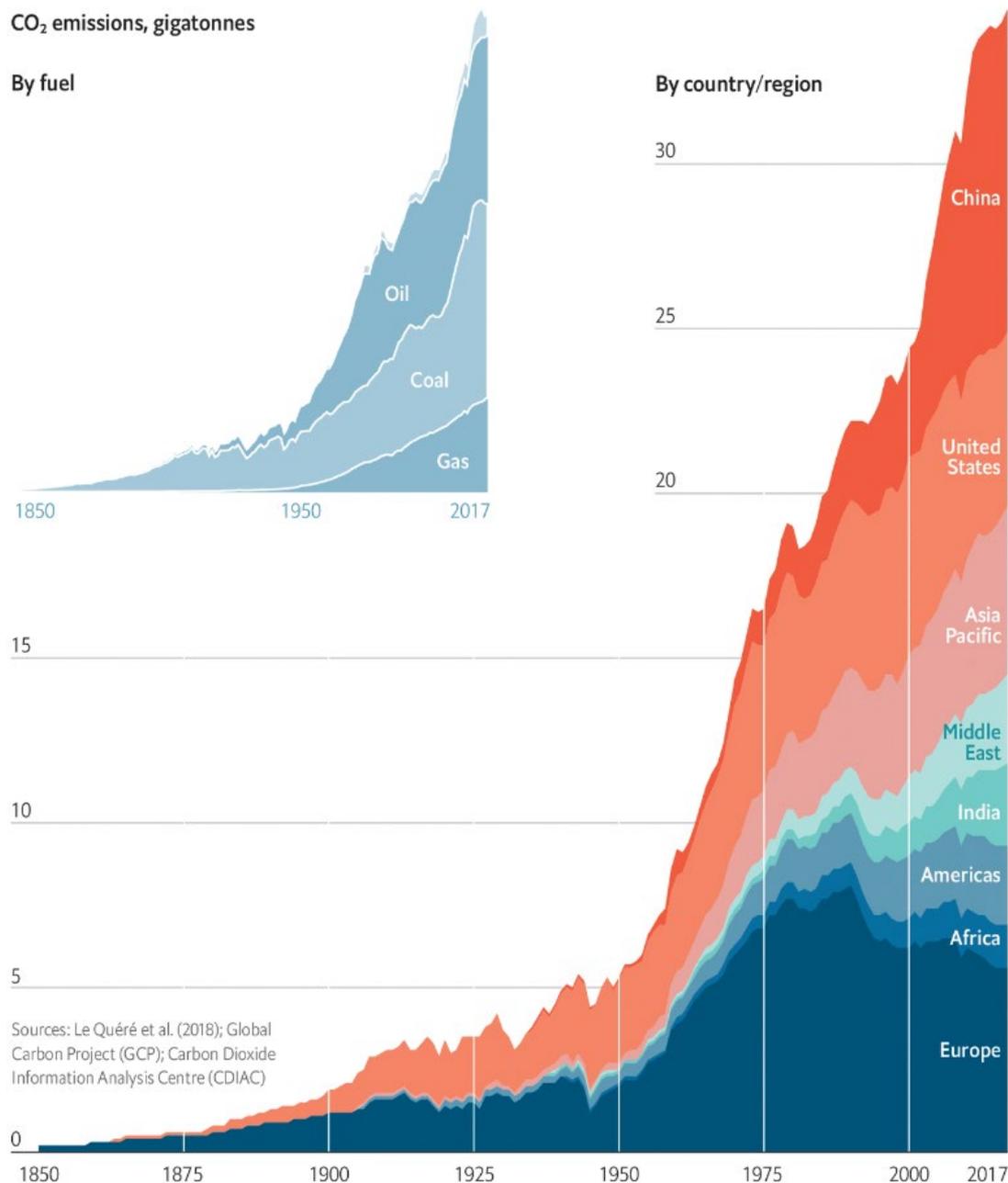


Figure 1 L'augmentation des émissions mondiales de CO₂, en gigatonnes. Source : [The Economist 2019](#)

L'Accord de Paris, un engagement historique, a été signé en 2015 lors de la **COP 21**¹², avec pour **objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°-2 °C par rapport aux niveaux préindustriels** (un outil interactif en anglais expliquant l'Accord est disponible [ici](#)). Un rapport spécial plus récent du GIEC souligne l'importance de maintenir le réchauffement sous la barre de 1,5 °C¹³. Selon le GIEC, la limitation du réchauffement mondial à 1,5 °C exige de réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) anthropiques de 45 % d'ici à 2030 et de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2050. Même la limitation de la hausse des températures à 2 °C nécessitera une réduction des émissions de CO₂ de 25 % d'ici à 2030, ce qui exige d'inverser les tendances actuelles.

¹² En mai 2020, [195 États et l'Union européenne avaient signé l'Accord](#). L'UE et 189 États, qui représentent près de 97 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ont ratifié ou adhéré à l'Accord, dont la Chine, les États-Unis (qui ont notifié à l'ONU leur décision de se retirer de l'Accord) et l'Inde, trois des quatre pays présentant les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre les plus élevés parmi les membres de la CCNUCC (environ 42 %).

¹³ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2019, "[Réchauffement planétaire de 1,5 °C](#)" et Institut des ressources mondiales, 2018, "[8 Things You Need to Know About the IPCC 1.5°C Report](#)"

L'examen des communications nationales et des inventaires des émissions soumis par les Parties représente l'une des tâches principales de la COP. Sur la base de ces informations, **la COP évalue les résultats des mesures prises par les Parties et les progrès dans la réalisation de l'objectif ultime de la Convention**. La COP 25, qui s'est tenue à Madrid du 2 au 13 décembre 2019 (après l'annulation, en raison de problèmes nationaux, de l'événement prévu à Santiago, au Chili), a été considérée et promue comme une occasion cruciale de relever le niveau d'ambition et d'intensifier l'action climatique. Les Parties devaient finaliser la négociation du règlement de l'Accord de Paris (des règles et directives détaillées sur les mesures de mise en œuvre et les exigences relatives aux CDN, expliquées [ici](#)), afin que les CDN puissent entrer en vigueur l'année suivante. L'année 2020 marque le début de la mise en œuvre de l'Accord de Paris (voir en anglais le calendrier [ici](#), et pour un outil interactif sur les parties à la négociation et le processus de négociation, voir [ici](#)). Les conclusions de la COP 25 ont été jugées trop limitées, alors que l'on s'attendait à une impulsion bien plus ambitieuse et puissante en faveur d'une action concrète pour le climat¹⁴. Les documents de décision officiels sont disponibles sur le [site web de la CCNUCC](#).

Faits et chiffres

Les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre par la combustion de carburants fossiles influencent considérablement le développement de la Planète. Depuis la révolution industrielle, notre économie moderne et sa croissance reposent sur une énergie abordable et facilement accessible, une énergie produite en abondance à partir de combustibles fossiles. L'explosion des progrès techniques et l'activité économique qui en a découlé ont créé une prospérité sans précédent, amélioré les conditions de vie et permis de générer une foule de nouveaux produits et services. Ces évolutions, associées aux avancées réalisées dans les domaines de la médecine et de l'agriculture, ont donné lieu à la plus importante croissance démographique jamais observée. De fait, au XX^e siècle, la population mondiale a quasiment doublé à deux reprises, et le produit intérieur brut (PIB) mondial a doublé plus de quatre fois. En revanche, les émissions générées par cette combustion ont produit et produisent toujours des effets qui se manifestent très clairement par des changements climatiques¹⁵ ; en 1900, les émissions mondiales totales avoisinaient les 2 milliards de tonnes de dioxyde de carbone, en 1950, ces émissions étaient trois fois plus importantes, et aujourd'hui, leur volume a quasiment été multiplié par 20¹⁶. Au cours des dix dernières années, les émissions ont continué d'augmenter de 1,5 % par an. Une diminution annuelle d'environ 3-6 % d'ici à 2030 est nécessaire pour limiter le réchauffement mondial à 1,5-2 °C¹⁷. La pandémie actuelle de Covid-19 a fortement influé sur les émissions à court terme, mais elle n'aura très probablement pas d'effet significatif à plus long terme¹⁸. En outre, même si elles seront bientôt actualisées et si des appels ont été lancés en faveur d'un niveau d'ambition plus élevé, les CDN actuelles sont considérées comme insuffisantes pour atteindre l'objectif global de l'Accord de Paris.

L'histoire de notre économie montre que les entreprises et le secteur privé sont en perpétuelle transition et adaptation depuis la révolution industrielle. Le changement est, à bien des égards, essentiel pour les entreprises, et il permet à l'esprit d'entreprise de s'épanouir dans la recherche de réactions anticipatives adéquates. Aujourd'hui, les nouvelles réalités du monde du travail ont déjà créé

¹⁴ Pour un résumé complet et détaillé des conclusions en anglais, voir [ici](#) et [ici](#).

¹⁵ *The Economist*, 2019, "[The past, present and future of climate change](#)" et "[Humanity's immense impact on Earth's climate and carbon cycle](#)"

¹⁶ *The Economist*, 2019, "[The past, present and future of climate change](#)".

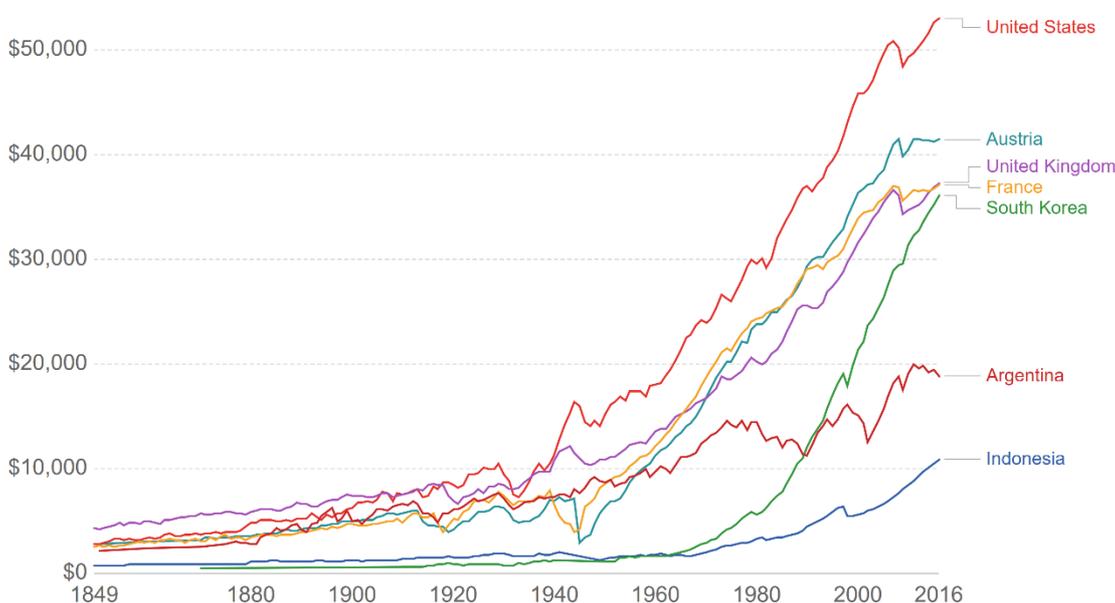
¹⁷ Forum économique mondial (WEF), 2020, "[The Net Zero Challenge - Fast-Forward to Decisive Climate Action](#)"

¹⁸ ONU, 2020, "[Fall in COVID-linked carbon emissions won't halt climate change](#)"; Sheffield Political Economy Research Institute, 2019, "[What happens to the environment in times of economic trouble and why should we care?](#)"

de solides tendances qui évoluent rapidement, auxquelles le secteur privé apporte une réponse. Les acteurs du marché ne sont pas toujours en mesure de s'adapter aux chocs et de les surmonter, et ces changements peuvent souvent s'avérer tumultueux et préjudiciables pour de grands pans de l'économie. Il importe de renforcer les capacités et la résilience, et d'établir de solides cadres de soutien et pour l'innovation, faute de quoi les marchés risquent de réaliser de bien pires performances en matière d'emploi en cas de crise. En raison de la simultanéité de la crise causée par le Covid-19 et du défi climatique, la relance post-pandémie sera une période décisive pour parer les changements climatiques. Selon McKinsey, les gouvernements ne seront pas obligés de compromettre leurs priorités économiques au profit de leurs priorités environnementales au lendemain de la récession générée par le Covid-19¹⁹. La crise du Covid-19 aura probablement des répercussions considérables sur la progression vers les objectifs climatiques. Les plans de relance budgétaire qui s'annoncent pourraient ancrer ou partiellement supplanter le système économique actuel intensivement axé sur les combustibles fossiles²⁰.

GDP per capita

GDP per capita adjusted for price changes over time (inflation) and price differences between countries – it is measured in international-\$ in 2011 prices.



Source: Maddison Project Database (2018)

OurWorldInData.org/economic-growth • CC BY

Note: These series are adjusted for price differences between countries based on only a single benchmark year, in 2011. This makes them suitable for studying the growth of incomes over time but not for comparing income levels between countries.

La Figure 2 illustre la croissance du PIB par habitant et l'essor de la prospérité qui y est associé [source et données supplémentaires](#)

L'un des principaux objectifs derrière le développement durable en général est d'assurer une croissance économique continue et durable, tout en se rapprochant d'émissions de gaz à effet de serre nulles sur le long terme²¹. Il s'agit de dissocier la croissance des émissions et la croissance économique, qui suivaient les mêmes tendances jusqu'à présent ; cet objectif double a été traduit dans l'ODD 8 (croissance économique durable) et l'ODD 13 (action climatique). Le concept de dissociation est au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030²²) et du

¹⁹ McKinsey, 2020, "[How a post-pandemic stimulus can both create jobs and help the climate](#)"

²⁰ Hepburn, C. et al. (2020), "[Will COVID-19 fiscal recovery packages accelerate or retard progress on climate change?](#)", Smith School Working Paper 20-02.

²¹ The Economist, 2019, "[The Climate Issue](#)"

²² Le Programme 2030 est un cadre très vaste recouvrant de nombreux objectifs sociétaux ; l'action climatique ne constitue qu'un seul de ces objectifs. Le présent document se concentre sur les changements climatiques et l'emploi, et ne porte donc pas sur le Programme 2030 au sens large.

développement durable en général²³. Au travers d'une réduction de l'intensité énergétique du PIB, de mesures en faveur de l'efficacité énergétique, du recours accru à l'électrification, de mesures d'économie circulaire²⁴ et de la diversification énergétique en faveur d'énergies renouvelables abordables, certains pays ont commencé à progresser vers cet objectif ambitieux, ce qui montre que c'est bel et bien possible (l'Allemagne, le Danemark, le Royaume-Uni et la Suède en sont quelques exemples²⁵). Les entreprises et le secteur privé sont idéalement placés pour saisir les occasions potentielles et accélérer cette tendance, mais ils doivent pour ce faire être flexibles, résilients et tournés vers l'avenir²⁶.

Les effets économiques des changements climatiques sont déjà significatifs à travers le monde²⁷ ; ils s'inscrivent dans un cycle qui s'accélère, et les répercussions ne feront que se renforcer en l'absence d'une action de prévention et d'adaptation accrue et accélérée (les incidences climatiques sont également associées à d'autres impacts environnementaux, tels que la [perte de biodiversité](#), la pollution, les [déchets](#), etc.). Les changements climatiques ont par ailleurs des incidences sociales importantes, qui se ressentent souvent le plus fortement parmi les populations vulnérables et dans les pays à plus faible revenu. D'après le rapport spécial du GIEC sur un réchauffement de 1,5 °C, il ne reste plus beaucoup de temps pour réduire les émissions avant qu'elles n'atteignent des niveaux catastrophiques. Leurs effets se font déjà sentir à travers le monde du travail²⁸, et il est donc crucial à ce stade de mettre l'accent sur la réduction des émissions et l'adaptation dans tous les secteurs et toutes les régions, et d'accorder la priorité aux domaines d'action où l'impact sera le plus fort.

À l'échelle mondiale, la principale source d'émissions est de loin la consommation d'énergie ; 87 % de l'ensemble des émissions anthropiques de dioxyde de carbone proviennent de la combustion de combustibles fossiles tels que le charbon, le gaz naturel et le pétrole. Le reste des émissions proviennent de l'abattage des forêts et d'autres modifications de l'utilisation des terres (9 %), ainsi que de certains procédés industriels, tels que la production de ciment (4 %). Le secteur de l'énergie comprend les transports, l'électricité et le chauffage, les bâtiments, la fabrication et la construction, les émissions fugitives et la combustion d'autres carburants, et il est responsable de la majeure partie des émissions générées par l'activité humaine. En 2014, environ la moitié des émissions mondiales tiraient leur source de la production d'électricité et de chauffage, les transports et les industries manufacturières représentaient environ 20 % des émissions, et les ménages, les commerces et les services publics, environ 9 % ; les autres secteurs étaient responsables de 1 à 2 % des émissions. Pour une synthèse des données, voir [ici](#) et [ici](#). Pour des renseignements sur la manière dont les différents secteurs s'adaptent et atténuent leurs émissions, voir [ici](#) (*en anglais*).

²³ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Groupe international d'experts sur les ressources, 2011, "[Decoupling Natural Resource use and Environmental Impacts from Economic Growth](#)" et *Our World in Data*, "[Shrink emissions, not the economy!](#)"

²⁴ FEM, 2019, "[The world's economy is only 9% circular. We must be bolder about saving resources](#)"

²⁵ FEM, 2016, "[The decoupling of emissions and growth is underway. These 5 charts show how](#)"

²⁶ McKinsey & Company, 2019, "[The decoupling of GDP and energy growth: A CEO guide](#)" et Ellen MacArthur Foundation, "[What is the circular economy?](#)"

²⁷ McKinsey & Company, 2020, "[Climate risk and response: Physical hazards and socioeconomic impacts](#)"

²⁸ Organisation internationale du Travail, 2018, "[Une économie verte et créatrice d'emplois - Emploi et questions sociales dans le monde 2018](#)"

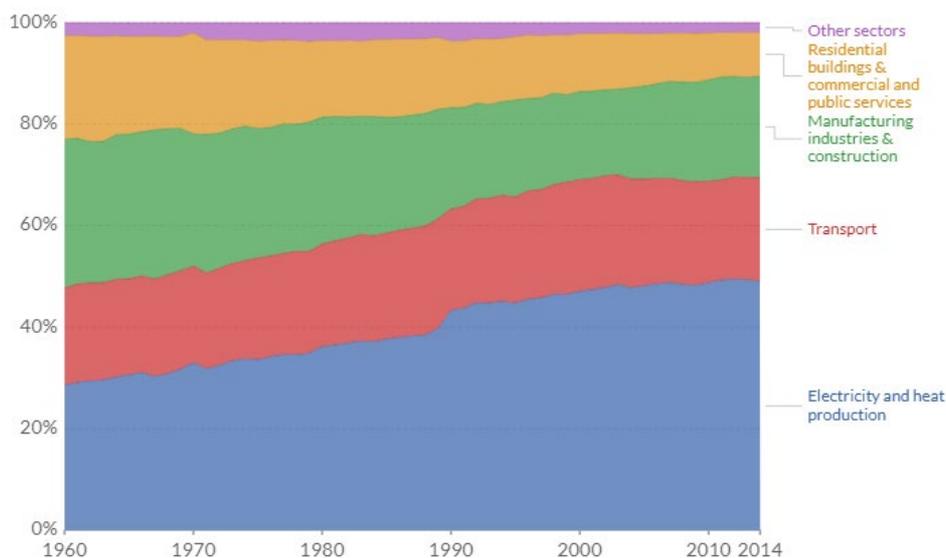


Figure 3 Émissions mondiales de CO₂ par secteur ou origine, 1960-2014 (source)

Selon une récente enquête réalisée par l’OIE²⁹, la durabilité et les changements climatiques constituent l’une des cinq plus grandes tendances mondiales ayant un impact sur les entreprises dans le monde ; près de 70 % des employeurs interrogés dans le cadre de cette enquête reconnaissent que l’augmentation des risques environnementaux et des risques liés aux catastrophes a une incidence considérable sur leurs activités. Dans l’édition 2020 du rapport sur les risques mondiaux³⁰ publié par le Forum économique mondial (FEM), les risques environnementaux occupent les cinq premières places en termes de probabilité et ils ont constitué l’un des principaux thèmes des discussions menées à Davos cette année³¹. Les entreprises qui soumettent des rapports à l’organisation *Carbon Disclosure Project* (CDP)³² ont fait état d’importants risques liés aux changements climatiques pour leurs activités, mais elles ont également indiqué que la situation pouvait présenter de nouvelles possibilités aux retombées potentiellement significatives. Les plus grandes entreprises ont fait état d’incidences financières probables sur leurs actifs, mais également de possibilités de croissance qui dépassent de loin l’ampleur des risques ; il ressort de ces informations qu’il est bien moins coûteux de gérer des risques identifiés de manière préventive que d’y faire face lorsqu’ils se matérialisent³³. Le temps est un élément clé et il existe déjà de nombreuses pistes pour adapter les entreprises et accroître leur résilience³⁴.

²⁹ Organisation internationale des Employeurs (OIE), 2019, “[Un monde des affaires en évolution. Des opportunités nouvelles pour les organisations d’employeurs et d’entreprises](#)”

³⁰ FEM, 2020, “[The Global Risks Report 2020](#)”, “[Top risks are environmental, but ignore economics and they’ll be harder to fix](#)”

³¹ FEM, 2020, “[What’s everyone talking about at Davos 2020?](#)” et Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, 2020, “[The triangle that will fix capitalism](#)”

³² Le *Carbon Disclosure Project* est une organisation internationale sans but lucratif qui propose aux entreprises et aux villes un système mondial pour mesurer, communiquer, gérer et partager des informations environnementales primordiales. L’organisation invite les plus grandes entreprises au monde à lui fournir des informations sur les risques climatiques et les possibilités sobres en carbone qui s’offrent à elles, au nom de plus de 515 investisseurs institutionnels signataires (pour plus d’informations *en anglais*, voir [ici](#) et [ici](#)).

³³ Carbon Disclosure Project, 2019, “[Major risk or rosy opportunity - Are companies ready for climate change?](#)”

³⁴ FEM, 2020, “[The Net Zero Challenge - Fast-Forward to Decisive Climate Action](#)” et McKinsey & Company, 2019, “[Earth to CEO: Your company is already at risk from climate change](#)”

Coûts et investissement



Figure 4 Les bénéfices mondiaux d'un changement décisif en faveur d'une économie sobre en carbone, par rapport à un scénario de référence (*New Climate Economy 2018*)

Dans le contexte des obligations ambitieuses de l'Accord de Paris, les pays participants doivent réduire leurs émissions dans l'ensemble des secteurs industriels et économiques. Toutefois, les entreprises ne pourront réaliser ces réductions d'émissions que si les mesures adoptées sont mises en œuvre de façon réaliste et de manière efficace sur le plan économique. Comme l'a montré la crise causée par le Covid-19, les mesures extrêmes qui interfèrent avec l'activité économique normale ne sont pas soutenables. Il importe que toutes les entreprises et tous les acteurs susceptibles de pouvoir contribuer aux réductions d'émissions bénéficient d'un appui adéquat. Cet appui et les mesures incitatives doivent en majeure partie respecter le principe de la "neutralité technologique", afin que toutes les solutions potentielles puissent entrer en concurrence, et que les réglementations ne désignent pas les vainqueurs (les réglementations devraient énoncer des objectifs de réduction d'émissions et ne pas préconiser de technologies particulières). Dans les années à venir, des investissements à grande échelle devront être réalisés dans les nouvelles technologies, les nouveaux carburants et les gains d'efficacité. Selon les estimations du rapport Stern sur les aspects économiques des changements climatiques³⁵, le coût mondial de l'inaction pourrait s'élever à au moins 5 % du PIB mondial par an, et ce indéfiniment³⁶.

On estime que la conversion du seul secteur de l'énergie à la neutralité climatique nécessiterait d'investir 3 500 milliards d'USD en moyenne par an entre 2016 et 2050³⁷. **Investir dans un changement systémique peut s'avérer coûteux** : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que le coût annuel du renforcement de la résilience aux changements climatiques pourrait osciller entre 140 milliards d'USD et 300 milliards d'USD d'ici à 2030, et entre 280 milliards d'USD et 500 milliards d'USD d'ici à 2050³⁸. Il est nécessaire de développer les

³⁵ Stern, Nicholas, 2006, "*The Economics of Climate Change: The Stern Review*"

³⁶ Das Progressive Zentrum and Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), 2019, "*Foreign Policy and the Just Transition*"

³⁷ London School of Economics and Political Science, Grantham Institute on Climate Change and the Environment, 2018, "*Climate change and the just transition - A guide for investor action*"

³⁸ Business for Social Responsibility (BSR), 2018, "*Climate and the Just Transition: The Business Case for Action*"

infrastructures dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques, mais cette adaptation exige d'importants investissements initiaux. D'après les estimations de l'organisation *New Climate Economy*³⁹, "le monde devrait investir environ 90 000 milliards d'USD dans les infrastructures d'ici à 2030, soit plus que le parc infrastructurel actuel"⁴⁰. Le coût de l'inaction et le coût des investissements ne sont pas immuables ; plus nous attendrons, plus ces coûts seront élevés, et une action rapide permettra de limiter les dégâts et d'accroître les bénéfices⁴¹.

Les gouvernements ainsi que les politiques internationales et nationales jouent un rôle important dans la mise en place d'une transition efficace et gratifiante. L'OCDE estime que "comparée au maintien des politiques actuelles, l'application de [...] politiques climato-compatibles peut accroître le PIB de 2,8 % en moyenne d'ici à 2050 dans les économies développées et émergentes du G20. Si l'on tient compte en outre des effets positifs de la prévention du changement climatique, l'effet net sur le PIB à l'horizon 2050 atteint presque 5 %"⁴². Pour ce qui est du développement durable de manière plus générale, la *Business and Sustainable Development Commission*⁴³ se fonde sur une étude de [PriceWaterhouseCoopers](#) pour estimer à 12 000 milliards d'USD les débouchés offerts sur le marché dans les quatre systèmes économiques (alimentation, villes, énergie et matériaux, et santé et bien-être) examinés par la Commission, si le monde œuvre à la réalisation des ODD et les atteint. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les gouvernements sont directement ou indirectement à l'origine de plus de 70 % des investissements mondiaux dans l'énergie, et ils peuvent donc de toute évidence orienter ces investissements vers une trajectoire plus durable⁴⁴.

Les préjudices économiques liés aux changements climatiques peuvent être plus lents à se matérialiser que ceux causés par la pandémie, mais ils pourraient aussi s'avérer plus généralisés et durables. Il est possible de s'adapter intelligemment et de mettre en place une solide relance post-Covid-19, tout en préparant les systèmes aux changements climatiques⁴⁵. L'utilisation d'au moins une partie des 9 000 milliards d'USD déjà préaffectés par plus de 170 pays à des mesures de relance et de relèvement pour la prise de mesures en faveur de la durabilité pourrait donner lieu à de solides progrès à moyen terme. Par exemple, selon une analyse de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), un plan de relance durable pour le seul secteur de l'énergie pourrait permettre d'ajouter 1,1 point de pourcentage à la croissance économique mondiale chaque année et d'aboutir à un PIB mondial 3,5 % plus élevé en 2023 qu'il ne l'aurait été autrement, tout en préservant ou créant environ 9 millions d'emplois par an au cours des trois prochaines années et en réduisant les émissions de 4,5 milliards de tonnes^{46et47}. Le *Production Gap Report* de cette année, qui examine l'écart entre la production de combustibles fossiles prévue par les pays et les niveaux requis pour maintenir le réchauffement sous la barre des 2 °C, analysera de quelle manière les renflouements, les mesures de relance et les stratégies des gouvernements retardent ou accélèrent la transition qui permettra aux pays de ne plus

³⁹ *The New Climate Economy*, 2018, "[Unlocking the Inclusive Growth Story of the 21st Century: Accelerating Climate Action in Urgent Times](#)"

⁴⁰ Selon les estimations, dans les secteurs industriels, les dépenses d'équipement marginales de 2015 à 2050 pourraient représenter de 5 500 milliards USD à 8 400 milliards USD, ce qui équivaut à environ 0,1 % du PIB total sur cette période et à moins de 0,5 % de l'épargne et des investissements mondiaux probables, ce qui montre que même s'ils sont coûteux, les investissements nécessaires sont réalisables ([McKinsey 2018, Energy Transitions Commission 2018](#))

⁴¹ *Global Commission on Adaptation*, 2019, "[Adapt now: a global call for leadership on climate resilience](#)"

⁴² Organisation de coopération et de développement économiques, 2017, "[Investir dans le climat, investir dans la croissance](#)"

⁴³ *Business and Sustainable Development Commission*, 2017, "[Better Business Better World](#)"

⁴⁴ Agence internationale de l'énergie (AIE), 2018, "[World Energy Outlook 2018 examines future patterns of global energy system at a time of increasing uncertainties](#)"

⁴⁵ Forum économique mondial, 2020, "[How to build back better after COVID-19](#)"

⁴⁶ AIE, 2020, "[Sustainable Recovery: World Energy Outlook Special Report](#)"

⁴⁷ *The Economist*, 2020, "[Countries should seize the moment to flatten the climate curve](#)"

être dépendants de la production de combustibles fossiles⁴⁸. Afin d'explorer plus avant les liens entre les politiques relatives aux changements climatiques et le Covid-19, le *Geneva Environment Network* a créé un [répertoire présentant des ressources pertinentes classées par thème](#).

Incidences sur l'emploi

D'après la CCNUCC, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets auront des incidences quantitatives et qualitatives sur l'emploi et les entreprises. La différence entre l'atténuation et l'adaptation réside dans le fait que l'atténuation vise à contrer les causes et à limiter les incidences éventuelles des changements climatiques, tandis que l'adaptation consiste à déterminer comment en réduire les effets négatifs et saisir les occasions qui pourraient se présenter. Là où les stratégies d'atténuation ne permettent pas d'atteindre les objectifs de limitation des émissions, la résilience climatique sera essentielle pour réduire les incidences des changements climatiques⁴⁹. Selon la CCNUCC, 1,47 milliard d'emplois sont essentiels à la stabilité climatique (voir la Figure 5 ci-dessous). L'impact réel sur le travail et l'emploi dépendra des réglementations et des politiques adoptées ; elles peuvent grandement varier en fonction du type de réponse mis en place par les parties prenantes. À l'échelle mondiale et indépendamment des changements climatiques, 600 millions de nouveaux emplois devront être créés d'ici à 2030, ne fût-ce que pour ne pas se laisser dépasser par la croissance de la population mondiale en âge de travailler⁵⁰. Cela équivaut à environ 40 millions d'emplois par an⁵¹. Néanmoins, pour pouvoir respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, il faudrait que ces nouveaux emplois ne génèrent pas de nouvelles émissions et qu'ils n'exercent pas de pressions supplémentaires sur les écosystèmes.

Table 2. Global employment in sectors critical to climate stability	
Sector	No. of jobs
Energy	30 million
Forestry	44 million
Transport	88 million
Buildings	110 million
Resource-intensive manufacturing	200 million
Agriculture	1,000 million
Total	1,472 million

Source: UNFCCC (2016)

Figure 5 Les emplois essentiels à la stabilité climatique par secteur (source : [LSE 2018](#))

L'économie mondiale et les marchés du travail subissent déjà les effets de changements liés à l'environnement. Des catastrophes naturelles, telles que des ouragans, des inondations et des incendies, causent déjà des dégâts importants et peuvent rapidement détruire une économie locale⁵² ; ces phénomènes sont en outre de plus en plus fréquents et intenses. L'exposition accrue à la chaleur et le stress thermique peuvent être à l'origine d'importantes pertes économiques et avoir des effets sur l'emploi, tels qu'une réduction des heures de travail et des risques sanitaires accrus⁵³. Les

⁴⁸ *Climate Home News*, 2020, "[After the oil crash, we need a managed wind-down of fossil fuel production](#)"

⁴⁹ Iberdrola, "[Adapting to climate change: what will the Earth look like in 2030?](#)"

⁵⁰ Selon une analyse de la CCNUCC et de l'OIT, et pour pouvoir atteindre l'objectif 8 du Programme 2030.

⁵¹ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2016, "[Just Transition of the Workforce, and the Creation of Decent Work and Quality Jobs](#)"

⁵² *Columbia University - Earth Institute*, 2019, "[How Climate Change Impacts the Economy](#)" et Iberdrola, "[How is climate change affecting the economy and society?](#)"

⁵³ OIT, 2019, "[Travailler sur une planète plus chaude : L'impact du stress thermique sur la productivité du travail et le travail décent](#)"

variations climatiques peuvent à long terme avoir une incidence sur l'emploi, en particulier dans des secteurs⁵⁴ tels que le tourisme (les activités touristiques dépendent de la météo) et l'agriculture – l'un des principaux employeurs mondiaux (problèmes causés par des inondations massives ou des sécheresses à répétition, par exemple) - et même dans le secteur des assurances, de plus en plus perturbé par l'incertitude croissante. La situation météorologique est liée à de nombreux autres systèmes dynamiques ; les changements peuvent avoir de lourdes répercussions, être difficiles à prédire et créer des problèmes imprévus⁵⁵.

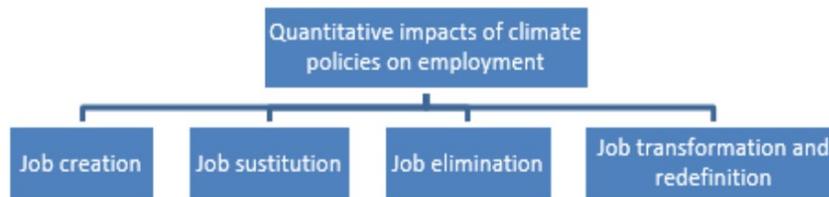


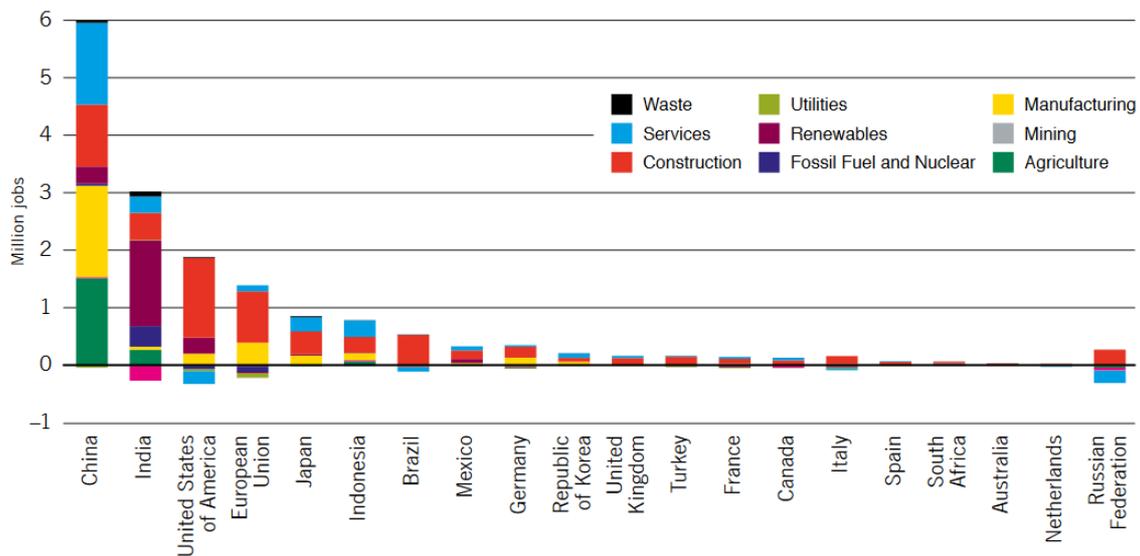
Figure 6 Répercussions des actions climatiques sur l'emploi
Source [CCNUCC 2016](#)

Pour ce qui est des incidences qualitatives, il importe de comprendre que **l'impact environnemental des emplois dans certains secteurs dépend de facteurs structurels, des technologies et des flux de travail utilisés dans ces secteurs, et non des emplois proprement dits**⁵⁶. Une même activité professionnelle pourrait devenir respectueuse de l'environnement grâce à une modification de la politique d'entreprise, au recours à d'autres technologies ou à la mise en œuvre de nouvelles réglementations. Le secteur de la construction, par exemple, présente une forte intensité de carbone (en grande partie due à la production de ciment), mais, si des matériaux durables et de l'énergie renouvelable sont davantage utilisés, ces mêmes activités peuvent devenir bien plus respectueuses de l'environnement, sans que cela nécessite de modifier fondamentalement les compétences requises. Il est toutefois important de faire évoluer les mentalités et les comportements individuels, étant donné qu'ils peuvent également avoir un impact significatif sur le succès des politiques d'atténuation et des mesures d'adaptation. Les citoyens qui prennent des initiatives et les consommateurs qui exigent des biens et des services différents peuvent susciter un changement dans les procédés des entreprises et accélérer le processus.

⁵⁴ Commission européenne, "[Sectors Affected](#)"

⁵⁵ The Economist, 2020, "[Damage from climate change will be widespread and sometimes surprising](#)"

⁵⁶ GIEC, 2014, "[Key economic sectors and services](#)"



Notes: This figure illustrates the employment outcomes that could be achieved by 2030 in a scenario of energy sustainability as opposed to the business-as-usual scenario. The energy sustainability scenario combines the IEA's 2°C scenario (IEA, 2015) with projected electric vehicle sales (UBS Research and UBS Evidence Lab, 2017). It further assumes that all energy efficiency savings are invested in construction to retrofit existing buildings. The scenarios are implemented in a multi-regional input-output model. See Appendix 2 in ILO (2018a) for methodological details.

Figure 7 Emplois potentiels par secteur et par pays (G20) dans un scénario de durabilité énergétique (OIT 2018)

L'industrie prend déjà d'importantes mesures pour s'adapter aux changements climatiques et atténuer leurs effets, et elle a montré qu'il était possible d'appliquer des solutions efficaces. Par exemple, les [industries](#) de la climatisation et du refroidissement sont parvenues à appliquer le [Protocole de Montréal](#), qui prévoit l'arrêt progressif de la production de nombreuses substances nocives pour la couche d'ozone. Ce protocole, ratifié par l'ensemble des membres de l'ONU, a montré qu'une réglementation efficace, faisant intervenir l'ensemble des parties prenantes et assortie d'objectifs clairs, pouvait produire des résultats impressionnants. En 2019, le Protocole de Montréal a été actualisé par l'adoption de l'[Amendement de Kigali](#), dont l'objectif était de réduire encore les émissions produites par les fluides réfrigérants actuellement utilisés. Ce changement offre aussi l'occasion de renforcer l'efficacité par la mise en œuvre de meilleures technologies, en conjuguant encore davantage les effets positifs, et il montre que les industries peuvent s'adapter et mettre en œuvre des réglementations tout en continuant de croître et de créer des emplois. De la même manière, le remplacement des sources actuelles d'énergie par davantage d'énergie renouvelable permettrait de réduire encore les impacts du secteur de la réfrigération sur le climat, sans modifier de manière significative le paysage de l'emploi.

Des concepts tels que les emplois verts ont été introduits en vue de normaliser la mesure des progrès et de conceptualiser les compétences et les différents types d'emplois dans une économie respectueuse du climat. La communauté des entreprises juge ces concepts impraticables et estime qu'ils résultent en une analyse faussée, étant donné qu'ils ne nuancent pas adéquatement les incidences de l'emploi sur les changements climatiques et qu'ils imposent des cadres qui ne s'appliquent pas à tous les contextes. Pour un débat approfondi sur les questions de méthodologie et de mise en œuvre, voir (*en anglais*) [ici](#), [ici](#) et [ici](#).

Un environnement favorable

La modification des procédés de production et des pratiques établies dans un secteur s'accompagne d'importants défis et coûts, notamment pour ce qui est de la recherche, de la conception et de la mise en œuvre proprement dite ; **pour accélérer leur action, les entreprises ont besoin de mesures incitatives claires et significatives et de réglementations réalistes, mais aussi d'un renforcement de**

leurs capacités pour mettre progressivement ces changements en place. Des institutions et des cadres réglementaires intelligents et équilibrés – pour débloquer le potentiel des entreprises plutôt que créer des contraintes réglementaires susceptibles de freiner les investissements privés – devraient être assortis de politiques et de mesures incitatives économiques pour soutenir et encourager l’adoption par les entreprises de technologies propres et de procédés de production sobres en carbone, ainsi que pour promouvoir les investissements dans le perfectionnement et le recyclage professionnel des travailleurs. Les détails varieront d’un secteur à l’autre, mais une transformation technologique rapide et efficace exige une politique industrielle cohérente mise en place par un gouvernement soutenant directement les efforts déployés par les secteurs. "On ne saurait trop insister sur la nécessité d’une telle intervention des gouvernements. Produire de l’acier sans émissions, par exemple, pourrait au départ coûter deux fois plus cher que s’il était produit de la manière habituelle – une pénalisation qu’aucune entreprise opérant sur le marché concurrentiel mondial des produits de base n’accepterait, à moins qu’elle reçoive un soutien direct pour la mise au point de la technologie nécessaire, qu’elle ait accès à des marchés fiables au travers de marchés publics, et qu’elle bénéficie de protections commerciales contre les concurrents plus polluants"⁵⁷.

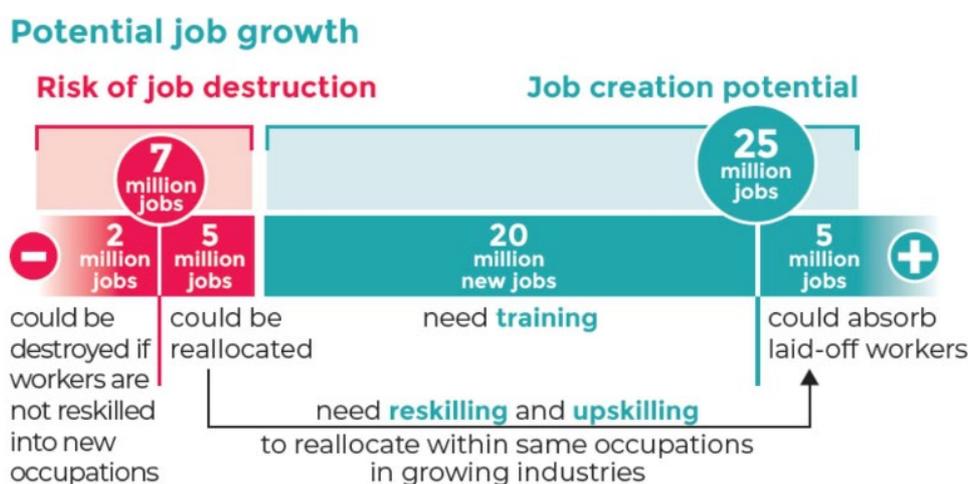


Figure 8 Potentiel de création d'emplois dans un scénario de durabilité énergétique (OIT 2019)

Dans un scénario où les gouvernements et les organisations adoptent de solides mesures en faveur de la durabilité énergétique et mettent en œuvre une série d’actions (le scénario dit "de la durabilité énergétique"), **une étude de l’OIT révèle que "près de 25 millions d’emplois seront créés et près de 7 millions d’emplois seront perdus dans le monde. Sur ces derniers, 5 millions d’emplois pourront être récupérés grâce à la redistribution de la main-d’œuvre - ce qui signifie que 5 millions de travailleurs perdant leur emploi en raison de la contraction de certains secteurs pourront retrouver un emploi dans le même métier dans un autre secteur au sein du même pays"**⁵⁸. Néanmoins, la Figure 8 ci-dessus met en évidence **le caractère essentiel des compétences** et montre que **le potentiel de création d’emplois ne pourra se réaliser qu’au travers de la formation, du perfectionnement et du recyclage intenses et généralisés des travailleurs** ; les marchés du travail doivent être suffisamment préparés et flexibles pour absorber ces grands changements.

Les répercussions des politiques de durabilité sur l’emploi sont diverses, mais de manière générale, les politiques relatives à l’action climatique et à la durabilité peuvent créer des emplois de qualité si elles sont bien mises en œuvre et si les risques et difficultés associés sont correctement gérés⁵⁹. D’une part, le développement de marchés existants, tels que le recyclage et les énergies renouvelables, peut créer

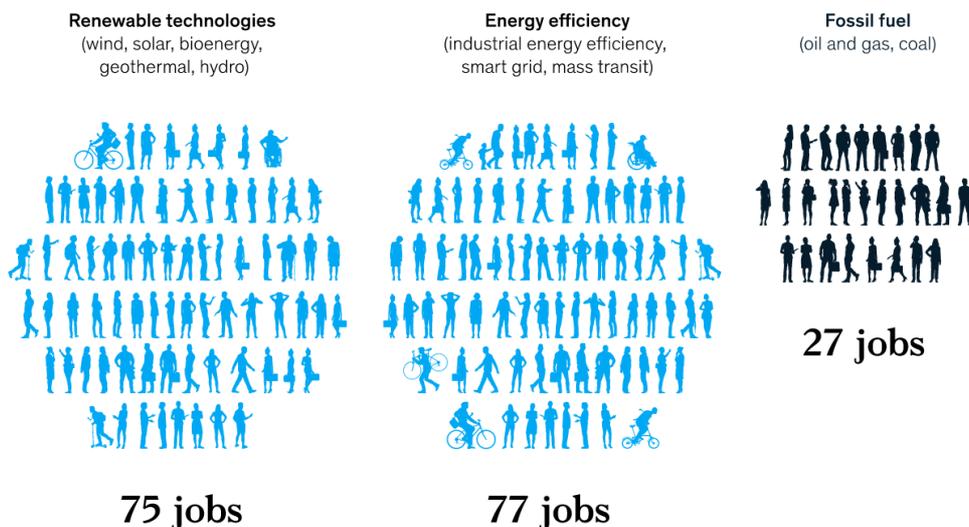
⁵⁷ Foreign Affairs, 2020, "[The Paths to Net Zero - How Technology Can Save the Planet](#)"

⁵⁸ OIT, 2018, "[Une économie verte et créatrice d’emplois - Emploi et questions sociales dans le monde 2018](#)"

⁵⁹ OCDE, 2017, "[Employment Implications of Green Growth](#)"

une nouvelle demande d'emploi, et d'autre part, l'intensité de main-d'œuvre des emplois dans l'agriculture biologique, l'économie circulaire, les énergies renouvelables et d'autres activités nouvelles est plus grande avec, à la clé, la création d'emplois supplémentaires.

Jobs created, directly and indirectly,¹ per \$10 million in spending



¹Excludes induced jobs.
Source: Heidi Garrett-Peltier, "Green versus brown: Comparing the employment impacts of energy efficiency, renewable energy, and fossil fuels using an input-output model," *Economic Modelling*, pp. 439–47, 2017

Figure 9 Illustration du potentiel de création d'emplois, [McKinsey 2020](#)

Cependant, d'après l'OIT (2019), à la lecture des CDN présentées dans le cadre de l'Accord de Paris, deux tiers des pays reconnaissent dans leur CDN la nécessité de renforcer les capacités et de mieux connaître les changements climatiques, mais moins de 40 % des CDN à l'échelle mondiale incluent des plans de formation professionnelle à l'appui de leur mise en œuvre, et plus de 20 % des CDN ne prévoient aucune activité liée au capital humain (voir la figure ci-dessous).

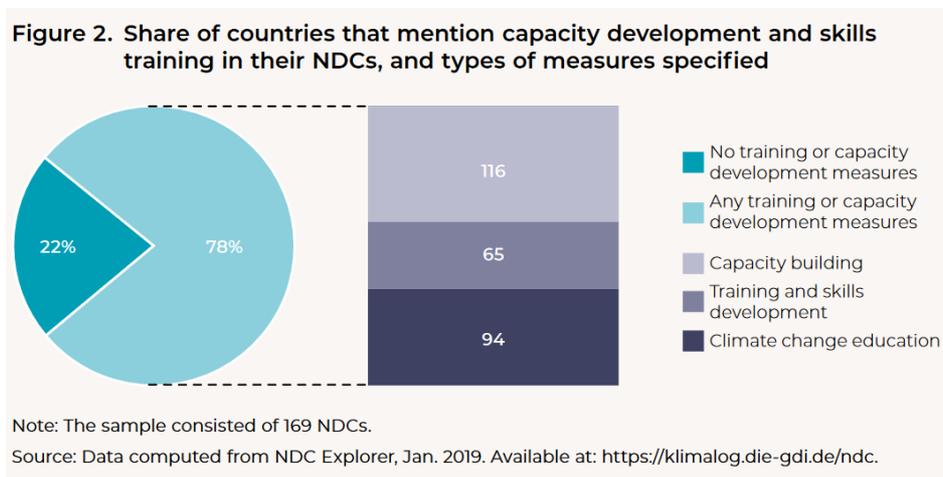


Figure 10 Pays mentionnant le développement des aptitudes et la formation dans leur CDN et types de mesures prévues
Source : OIT 2019)

Une difficulté de taille, également liée aux priorités établies pour les compétences, réside dans la composante temporelle et géographique de toute transformation économique. Tout comme les dynamiques de l'urbanisation et de la révolution industrielle l'ont montré par le passé, la création d'emplois et leur transformation surviennent à des moments et des rythmes différents selon les endroits. Ce constat pose la question de savoir où les nouveaux emplois seront créés, à quelle vitesse les nouvelles compétences seront nécessaires et à quel rythme les emplois seront créés et supprimés. Pour avoir les meilleures chances de succès, les entreprises devront parfois délocaliser leur activité, repenser les tâches, et perfectionner et recycler leur main-d'œuvre rapidement, tout en assurant la

continuité des activités. Il convient en outre d'accorder une attention particulière aux différents niveaux de développement et au profil socioéconomique de chaque pays.

Les mesures relatives aux compétences et à l'adaptation sont particulièrement importantes dans le cas des petites et moyennes entreprises (PME). Elles emploient plus de 80 % des travailleurs dans le monde, mais elles ont souvent des difficultés à s'adapter et à transformer leur modèle d'entreprise ; leur productivité est moins élevée et elles emploient généralement des travailleurs dont les compétences sont plus difficiles à adapter. Dans les marchés émergents, la plupart des emplois de l'économie formelle sont créés par des PME, qui sont à l'origine de sept emplois sur dix dans le monde⁶⁰. En outre, au-delà du défi de l'action climatique, le déficit de financement constitue la contrainte la plus pressante pour la croissance et le développement des PME. Selon les estimations de la Société financière internationale⁶¹, 65 millions d'entreprises sont confrontées à un déficit de financement, ce qui représente 40 % des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les pays en développement. Ce déficit s'élève au total à 5 200 milliards d'USD chaque année, ce qui équivaut à 1,4 fois le volume de prêts accordés aux MPME dans le monde. Cette réalité révèle la nécessité de renforcer la croissance de la productivité, car cela permettrait aux entreprises, au travers de gains d'efficacité, d'économiser et d'investir dans des procédés de production durables. Une analyse réalisée par le Centre du commerce international indique que 1 000 milliards d'USD d'investissements supplémentaires dans les PME chaque année débloqueraient le potentiel des PME pour la réalisation des objectifs de développement durable⁶².

Il est primordial de se pencher sur les incidences économiques qu'aurait une transition énergétique sur les entreprises. Pour une transition efficace et durable, avec des perturbations limitées sur le marché du travail, la question de la productivité doit être abordée. De manière générale, la productivité de la main-d'œuvre a décliné ces vingt dernières années et la productivité totale des facteurs stagne. La productivité stagnante se traduit par une faible rentabilité, et elle compromet la survie des entreprises, la fidélisation du personnel et la création d'emplois de qualité. Imposer aux entreprises de se lancer dans une transition rigide pour leurs systèmes pourrait avoir des conséquences imprévues sur le monde du travail. La croissance de la productivité permet la formation de capital grâce à une hausse des recettes, cet argent pouvant ensuite être investi dans des procédés de production économes en ressources, dans des technologies propres, ainsi que dans le perfectionnement et le recyclage de la main-d'œuvre. Il est par ailleurs crucial pour toute transition de résoudre les problèmes transversaux et étroitement liés du haut degré d'informalité et de la faible productivité, qui se manifestent le plus souvent dans les PME et les pays en développement.

⁶⁰ OIT, 2019, "[Small Matters: Global evidence on the contribution to employment by the self-employed, micro-enterprises and SMEs](#)"

⁶¹ Société financière internationale (SFI), 2017, "[MSME FINANCE GAP - Assessment of the Shortfalls and Opportunities in Financing Micro, Small and Medium Enterprises in Emerging Markets](#)"

⁶² Centre du commerce international (CCI), 2019, "[SME Competitiveness Outlook 2019](#)"

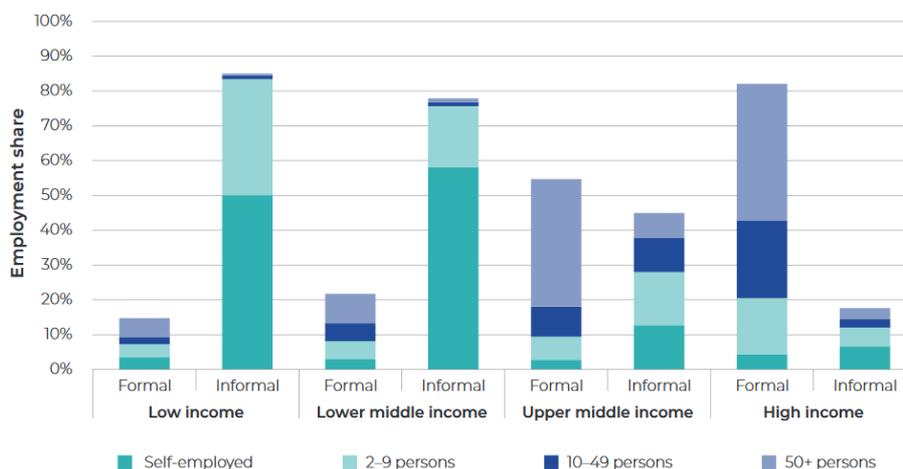


Figure 9 Répartition des emplois par secteur (économie formelle versus économie informelle) et taille de l'unité économique, pour les différents niveaux de revenus des pays (%) Source : [Calculs de l'OIT, août 2019](#)

Plus de 2 milliards de personnes travaillent dans le secteur informel, ce qui représente 61,2 % de la population active mondiale. Ces travailleurs informels se retrouvent souvent dans des PME et dans des pays en développement⁶³. Généralement, les réglementations et les mécanismes d'aide des gouvernements ne couvrent pas cette valeur économique et n'atteignent pas les personnes qui la créent ; d'un côté, elles ne peuvent pas contribuer à la transition, et de l'autre, elles ne peuvent bénéficier d'aucune mesure officielle⁶⁴. Ceux qui travaillent dans l'informalité doivent être encouragés à rejoindre le secteur formel dans la perspective d'une transformation à l'échelle du système, de sorte qu'ils puissent participer aux mécanismes d'aide et que leurs procédés puissent être adaptés aux politiques ; si l'on fait fi de ces difficultés, les progrès s'en verront ralentis et la légitimité de la transition sera compromise, tout comme la mise en œuvre de politiques clés⁶⁵. L'OIT a longuement étudié et analysé cette question, et elle propose des pistes d'action dans un [rapport spécialisé](#).

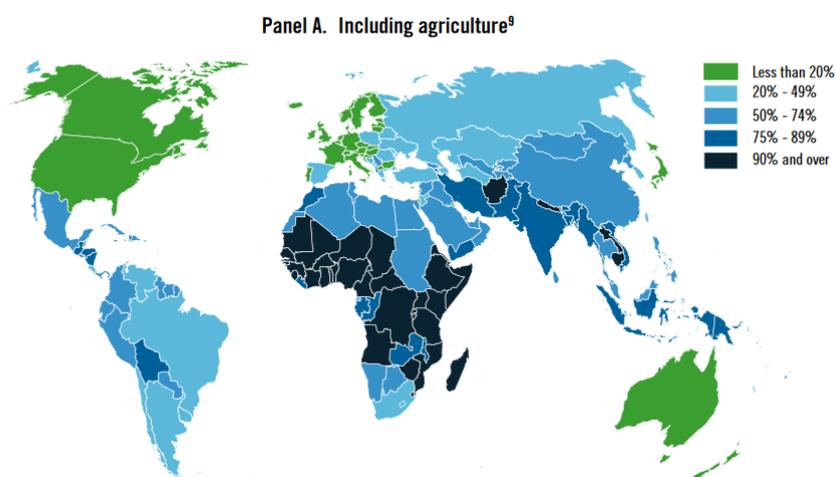


Figure 11 Part de l'emploi informel dans l'emploi total, y compris et hors agriculture (en pourcentages, 2016, Source : [OIT](#))

⁶³ Konrad Adenauer Foundation, 2015, "[Joining the dots of Informality and Climate Change](#)"

⁶⁴ [OIT, 2020](#)

⁶⁵ Ibid.

Cadres de transition juste

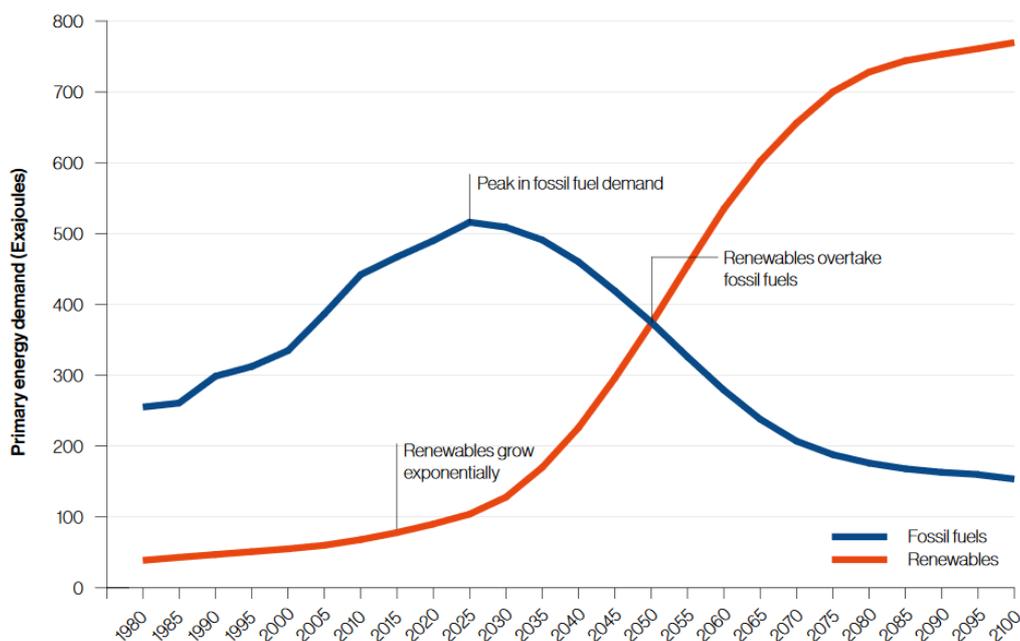


Figure 10 Scénario Sky de Shell (2018) montrant l'évolution potentielle de la production d'énergie renouvelable et de la demande de combustibles fossiles, et illustrant les dynamiques d'une transition énergétique (Source : [IRENA 2019](#))

Dans les domaines du travail et des changements climatiques, la "transition juste" est un concept relativement récent, qui dénote la manière d'assurer la transformation des industries et des secteurs économiques en des modèles plus durables, tout en mettant l'accent sur les moyens de subsistance et les droits des travailleurs ; la sortie progressive du charbon dans certains pays, ainsi que le passage aux énergies renouvelables font partie des cas souvent étudiés. À l'heure actuelle, les mesures de transition juste désignent des interventions politiques visant à faire évoluer la structure économique vers une structure sobre en carbone et soucieuse des normes sociales et environnementales⁶⁶. Une réduction des émissions de CO₂ conforme à l'Accord de Paris exige des politiques ambitieuses aux effets significatifs sur les marchés du travail en matière d'emploi. La transition juste devrait tenir compte des incidences et de la gestion de ce processus pour les populations concernées et viser des résultats optimaux pour ce qui est de la protection sociale et des performances du marché ; elle ne devrait pas entraver la transformation de l'activité économique, mettre en péril les moyens de subsistance des populations et compromettre la pérennité des entreprises. Dès lors, une telle transition ne sera bénéfique pour les populations que si les entreprises et les entrepreneurs disposent des conditions nécessaires à la création d'emplois de qualité, et les modalités de tout mécanisme doivent être soigneusement conçues par voie de consultation pour optimiser son impact.

Les besoins des entreprises dans le cadre de cette transition demeurent en grande partie mal compris et l'approche dominante ne tient pas compte de problèmes essentiels pour les entreprises et vise à imposer au secteur privé des réglementations et des obligations trop lourdes qui ne sont ni pratiques, ni réalistes, ni cohérentes avec les cadres et engagements existants. Les efforts déployés pour supprimer le charbon dans différents pays ont fait l'objet de nombreuses analyses⁶⁷. Les points de vue et les perspectives sont toutefois très divers, ce qui illustre la complexité du processus et l'attention toute récente portée à la transition juste⁶⁸. Le concept est peu appliqué dans les pays en développement, et peu d'analyses ont été effectuées pour déterminer son utilité dans les différents

⁶⁶ OIT, 2020

⁶⁷ [Just Transition Research Collaborative 2018](#), [Coal Transitions Project 2018](#)

⁶⁸ [Stern et Oreskes 2019](#), [E3G 2018](#), [Müller 2018](#), [V4 2019](#), [FEPS 2019](#)

systèmes politiques et économiques, un aspect qui a son importance étant donné qu'il n'existe pas de solution universelle et que les enseignements tirés d'une expérience peuvent ne pas s'appliquer à une autre. Certains pays mettent déjà en place des réglementations, ou ils établissent des groupes de travail et des commissions dotés de niveaux d'autorités, de ressources et d'objectifs différents, qui ne sont bien souvent pas en phase avec les priorités des entreprises. Les cadres de soutien peuvent s'avérer de précieux outils pour protéger les employeurs et les travailleurs les plus touchés par une transition ou une crise (comme celle de ces derniers mois). Toutefois, dans le cadre de l'action climatique, un éventail plus large de conditions-cadres doit être mis en place pour veiller à ce que les économies nationales puissent s'adapter, tout en préservant les emplois existants et en en créant de nouveaux, et devenir plus résilientes par la même occasion⁶⁹.

Negative impacts of an unmanaged transition	Potential positive impacts of a managed transition
Job losses in fossil fuel industries and businesses around them	New jobs in new industries, skills development Possibility to replace dangerous and unhealthy jobs (e.g., in mines) with new and safer employment
Economic decline of regions	Economic development and diversification, in affected or other regions
Loss of community culture and identity	Potential to "reinvent" regions or communities with new identities
Loss of stable, and strongly unionized jobs	Potential to build up labour representation in new industries

Figure 11 Impacts d'une transition non gérée par rapport à une transition gérée (Source : [IISD 2018](#))

Un changement opéré à l'échelle du système a des répercussions importantes sur les politiques nationales, mais aussi des conséquences considérables sur la gouvernance mondiale de l'énergie ainsi que sur la politique étrangère et de sécurité des pays. D'aucuns affirment que la diplomatie et la politique étrangère constitueront également un ingrédient clé du succès au niveau international⁷⁰. La diplomatie joue un rôle important dans la réaction à apporter aux bouleversements que peuvent causer les efforts mondiaux de décarbonisation dans les économies qui dépendent des exportations de combustibles fossiles. En particulier, la politique énergétique peut également constituer un risque pour la stabilité sociale nationale, d'où la nécessité que tout changement apporté aux subventions, aux prix et aux revenus soit soigneusement soupesé. Mais surtout, la transition énergétique mondiale aura des implications géopolitiques majeures, qui mettront à l'épreuve les responsables de la politique étrangère chargés de façonner le processus de transition et d'adaptation à l'échelle mondiale⁷¹. Le calendrier d'une telle transition représente l'un des éléments les plus fondamentaux pour ce qui est des politiques nationales et de la mise en œuvre⁷².

De plus, en raison de l'évolution du bouquet énergétique, de nombreuses firmes doivent adapter leur modèle d'entreprise⁷³ pour ne pas risquer de s'exposer à des coûts importants ; "le processus a déjà commencé. Depuis 2010, le secteur de l'électricité en Europe a déjà enregistré des dépréciations estimées à plus de 150 milliards d'USD à la suite de pertes de valeur de sa capacité de production thermique. Au cours des cinq derniers exercices, Engie a radié 35 milliards d'EUR d'actifs fossiles".⁷⁴ Les entreprises de service public européennes du secteur de l'électricité constituent un très bon exemple de ce phénomène, qui montre ce qu'il se passe lorsque les réalités commencent à changer et que les

⁶⁹ [UNRISD 2016](#)

⁷⁰ [DPZ-GiZ 2019](#), *Global Commission on the Geopolitics of Energy Transformation 2019*, [Newell et Mulvaney 2012](#)

⁷¹ [DPZ-GiZ 2019](#)

⁷² [McKinsey 2020](#)

⁷³ *ILO Lab*, 2019, "[Business Models for Decent Work](#)"; *Business and Sustainable Development Commission*, 2016, "[Breakthrough business models: exponentially more social, lean, integrated and circular](#)"

⁷⁴ [Global Commission on the Geopolitics of Energy Transformation 2019](#)

entreprises n'adaptent pas leurs modèles : "De grandes entreprises énergétiques de service public dans l'UE ont perdu plus de la moitié de leur valeur – plus de 500 milliards d'EUR – en seulement cinq ans. Pourquoi ? En partie en raison des pressions réglementaires et politiques contre le charbon et le nucléaire. Et en partie en raison d'une croissance exponentielle de la disponibilité des énergies renouvelables – couplée à la chute des prix de production"⁷⁵. Depuis, les entreprises de service public et les firmes énergétiques se sont toutefois adaptées et des exemples tels qu'Orsted ou Enel montrent qu'une transformation est possible et peut s'avérer fructueuse à long terme.

Aux yeux de la communauté internationale, la transition vers la fin de la production et de la consommation de charbon qu'ont vécue et vivent encore certains pays constitue l'événement s'apparentant le plus à une étude de cas pour une transition juste. "Une diminution de la production de charbon, en particulier une diminution incontrôlée, pourrait avoir des conséquences politiques majeures. **Dans un contexte socioéconomique déjà tendu, d'aucuns craignent que l'absence d'autres possibilités pour les travailleurs et les populations concernés - si aucune politique de transition n'est adoptée ou si la politique de transition choisie favorise de manière disproportionnée les intérêts des personnes en place - nourrisse l'exclusion, et même la violence**"⁷⁶. Dès lors, l'adaptation réussie des secteurs économiques sort du seul cadre de la politique énergétique, étant donné qu'il convient de tenir compte de l'emploi ainsi que des dimensions sociale et politique. Comme l'ont montré différents exemples par le passé, lors que le gouvernement ne coopère pas avec les entreprises pour assurer une transition en douceur et apporter une aide aux entreprises subissant une transformation, les répercussions sociales ne sont bien souvent pas réjouissantes. Pour une transition réussie, le secteur privé doit participer activement au processus et il convient d'intégrer à la transition des considérations et des solutions économiques.

Pour que les transitions fonctionnent, il convient d'appliquer des principes directeurs clés : s'appuyer sur la création d'emplois et de solides marchés du travail ; mettre en œuvre un ensemble de politiques cohérentes et intelligentes ; miser sur un multilatéralisme innovant et une coordination mondiale ; encourager la rentabilité, l'innovation et la compétitivité ; mettre en place un environnement favorable aux entreprises ; et définir un cadre de compétences solide permettant de s'assurer que les conditions sont favorables aux travailleurs et aux marchés. Même si la littérature relative à la transition juste est variée et présente de nombreux éléments et angles différents, quatre grands principes procéduraux semblent se dégager pour toute transition : dresser le bilan, donner un siège à la table des discussions, offrir des protections sociales, et créer des fonds pour une transition juste⁷⁷. Des chercheurs étudiant les transitions en cours pour la sortie du charbon ont également suggéré d'importants aspects à prendre en compte⁷⁸. Les décideurs politiques et les chercheurs considèrent les transitions de sortie du charbon comme un modèle pour des transformations sociétales plus vastes et les dynamiques découlant de tels processus. Plusieurs pays ont entamé des transitions de sortie de la production et de la consommation de charbon, avec des régions particulièrement touchées par cette transformation. [La Ruhr en Allemagne](#), [le nord du Royaume-Uni](#), les Appalaches aux États-Unis (les villes de Pittsburgh et Detroit constituent également des études de cas intéressantes), les Asturies, l'Aragón, Castille-et-León en Espagne, [Victoria et l'Australie-Méridionale en Australie](#), [la province du Mpumalanga en Afrique du Sud](#), la Haute-Silésie en Pologne, [l'Alberta au Canada](#), et [Taranaki en Nouvelle-Zélande](#) font partie des exemples examinés.

Dans les pays dotés de systèmes de protection sociale adéquats et solides, bon nombre de ces mesures seront mises en place à partir de filets de sécurité existants ou renforcés. Des fonds

⁷⁵ [Business and Sustainable Development Commission 2016](#)

⁷⁶ [SEI 2019](#)

⁷⁷ [Stanley Center 2017](#)

⁷⁸ [Oei et al. 2019](#)

supplémentaires pourraient être mobilisés au travers des mesures de relèvement et de relance post-Covid, de mesures budgétaires soigneusement soupesées, de mécanismes de financement existants, d'une coopération avec le secteur privé ou de la mise en place d'un fonds consacré à la transition juste. C'est à cet égard que l'officialisation du secteur informel pourrait représenter un élément important, étant donné qu'une part significative de la population active travaille dans l'informalité et ne serait pas couverte par les modalités de tels mécanismes. Six travailleurs sur dix gagnent leur vie au sein de l'économie informelle. Sur ces deux milliards de travailleurs, 1,6 milliard de personnes voient leurs moyens de subsistance menacés directement, alors que le revenu moyen dans l'économie informelle a diminué de 60 % au cours du premier mois de la pandémie ; l'OIT a proposé une réponse politique globale à ce problème ([OIT](#)). La coopération entre les entreprises, les syndicats et les gouvernements, en particulier au niveau local, offre le meilleur espoir d'une transition accélérée vers une économie sobre en carbone et un avenir durable au travers d'un multilatéralisme renouvelé et plus fort, de PPP et d'une collaboration à tous les niveaux. En outre, la crise actuelle causée par la pandémie de Covid-19 a mis au jour des failles et exacerbé des problèmes et circonstances préexistants : dans le monde, plus de 436 millions d'entreprises risquent de subir de profonds bouleversements. Ces entreprises - dont 232 millions travaillent dans le secteur de la vente de gros et au détail, 111 millions dans l'industrie manufacturière, 51 millions dans l'hôtellerie et la restauration, et 42 millions dans l'immobilier et d'autres secteurs - sont actives dans les secteurs économiques les plus durement touchés⁷⁹.

Actions en cours

De nombreux pays mettent en place des cadres officiels pour régir les processus de transition juste.

Le récent pacte vert pour l'Europe⁸⁰ a proposé un [mécanisme pour une transition juste](#) doté d'un fonds, l'objectif étant de ne pas faire de laissés-pour-compte. Ce pacte a déjà suscité de nombreux débats et fait l'objet de nombreuses analyses, en particulier dans le contexte de la crise actuelle. La pandémie de Covid-19 et la crise économique et sociale qui en découle compliquent encore la combinaison de la relance économique et de l'action climatique⁸¹, mais certains pays ont tout de même commencé à travailler sur des mesures combinées⁸². Le Canada s'est doté d'un Groupe de travail sur la transition équitable, un organisme officiel chargé de superviser les efforts déployés par le gouvernement dans ce domaine. L'Espagne dispose d'un ministère de la Transition écologique et a mis en place un plan national ambitieux pour ses régions productrices de charbon. L'Afrique du Sud a déjà intégré la transition juste dans son [plan national de développement](#) et dans le cadre du dialogue Talanoa. BSR a publié un [rapport phare sur la transition juste](#) (*en anglais*), le *Grantham Institute* de la LSE dispose d'un projet collaboratif axé sur le financement de la transition, et de nombreuses autres initiatives sont mises en place.

Les organisations d'employeurs et d'entreprises, ainsi que les dirigeants d'entreprises à travers le monde, ont commencé à relever leur niveau d'ambition et à renforcer leurs engagements en faveur du développement durable ; certains d'entre eux sont d'avis que nous sommes à la croisée des chemins⁸³. D'autres lancent une foule d'initiatives et de projets⁸⁴. Des voix conventionnelles bien établies reconnaissent également cette tendance et annoncent un nouveau monde des affaires, un

⁷⁹ [OIT, 2020](#)

⁸⁰ [Commission européenne, 2020](#)

⁸¹ EurActiv, 2020, [Covid-19 is testing the EU's Just Transition Plan](#)

⁸² [Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, 2020](#)

⁸³ BSR, 2019, ["The New Climate for Business"](#) et Stiglitz et al., *Roosevelt Institute*, 2015, ["Rewriting the Rules of the American Economy"](#)

⁸⁴ Voir [Science Based Targets Initiative](#), [RE100](#), [We Mean Business](#), [B Corporation](#), [Net Zero Asset Alliance](#), [Getting to Zero Coalition](#), [One Planet Business for Biodiversity Coalition](#), [UN Global Compact business pledge](#), [BSR](#), [CERES](#), [Amazon's Climate Pledge](#), [IISD SSI](#), [the Investor Agenda](#), [Terraton Initiative](#), [Microsoft's Climate Pledge](#)

accent renouvelé sur les valeurs au-delà de la finance⁸⁵ et la nécessité de promouvoir la durabilité des entreprises.

Le *United States Council for International Business* (USCIB) propose une [plateforme d'apprentissage](#) permettant de partager les meilleures pratiques et de présenter les efforts déployés par certaines entreprises. La *Confederación Española de Organizaciones Empresariales* (CEOE) a lancé [plusieurs initiatives](#) en faveur de la durabilité. Le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) a récemment annoncé un [pacte pour des investissements](#) en faveur de la durabilité. L'ANDI (*Asociación Nacional de Empresarios de Colombia*) dispose d'un [département](#) dédié à la durabilité et à divers partenariats et initiatives sur l'économie circulaire et le développement durable. Keidanren, membre japonais de l'OIE, a récemment lancé le [projet Challenge Zero](#) et recueilli les engagements d'entreprises membres en faveur de la décarbonisation, lesquels sont affichés et promus sur un site web. Confindustria, membre italien de l'OIE, a publié son [premier rapport sur la durabilité](#), dans lequel elle met en évidence et synthétise les mesures prises pour la réalisation des ODD. L'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RSPP), membre de l'OIE, a également publié une série de pratiques d'entreprise pour la durabilité dans un [rapport complet](#), et elle dispose d'une base de données en ligne sur les mesures de durabilité prises par les entreprises. Les entreprises nordiques se sont engagées à atteindre l'objectif d'émissions nettes nulles à l'horizon 2050. De nombreux autres membres de l'OIE prennent des mesures en ce sens, tout comme des entreprises partenaires de l'OIE telles que *The Coca Cola Company*, Shell, Repsol, Deloitte et *Adecco Group*, qui participent activement à l'action pour le climat et mènent actuellement diverses initiatives. BusinessEurope est également active dans ce domaine et a lancé une [plateforme](#) visant à mettre en lumière l'action menée par le secteur privé européen. À plus grande échelle, le projet [Coal Transitions: Research and Dialogue on the Future of Coal](#), mené par *Climate Strategies* et l'IDDRI, a procédé à une analyse approfondie des transitions de sortie du charbon dans ces régions et d'autres, et produit de nombreuses recommandations et données dans le but de promouvoir une transition juste généralisée⁸⁶. L'UE dispose elle aussi d'une [plateforme](#) spécialement dédiée aux régions charbonnières européennes. L'[UNRISD](#) a lancé un projet portant sur plusieurs pays, qui a produit des résultats et réunit des informations détaillées sur ces régions. L'*International Institute for Sustainable Development*, une organisation qui propose un large éventail d'informations, a rédigé un [rapport sur la transition juste](#), dans lequel elle analyse la situation des régions en pleine sortie du charbon et elle envisage plusieurs pistes pour l'avenir. La Banque mondiale s'est également jointe à ce récent élan de recherches, en analysant la [fermeture de mines de charbon](#), afin d'en tirer des enseignements et des conseils pour les transitions justes en général. En 2017, lors de la conférence de Bonn sur le climat, la [Powering Past Coal Alliance](#) a été créée en vue de mettre un terme à la consommation de charbon dans les pays de l'OCDE d'ici à 2030 ; elle compte actuellement parmi ses membres 33 gouvernements nationaux, 27 gouvernements infranationaux et 37 entreprises ou organisations.

⁸⁵ Voir *Financial Times*, 2019, "[The limits of the pursuit of profit](#)"; *The Economist*, 2019, "[What companies are for](#)"; *Harvard Business Review*, 2011, "[Capitalism for the Long Term](#)"; G20, 2017, "[Making the Global Financial System work for all](#)"; *New York Times*, Marc Benioff, 2019, "[Marc Benioff: We need a new capitalism](#)"; OECD Forum, 2019, "[A New Societal Contract](#)"; BlackRock, Larry Fink, 2013, "[Purpose & Profit](#)"; *Business Roundtable*, 2019, "[Business Roundtable Redefines the Purpose of a Corporation to Promote 'An Economy That Serves All Americans'](#)"; McKinsey & Company, 2014, "[Redefining Capitalism](#)"

⁸⁶ [Caldecott, Sartor et Spencer 2017](#)



A powerful
and balanced
voice for business



© OIE 2020